

Un comité de gauche fait campagne pour l'initiative sur la neutralité

«La Suisse doit redevenir une voix crédible pour la paix»

par Daniel Funk*



Daniel Funk.
(Photo mad)

Avec un nouveau comité de soutien pacifiste et internationaliste, des organisations de gauche font campagne en faveur de l'initiative sur la neutralité. La paix, la non-alignement et une politique étrangère indépendante de la Suisse

sont au cœur de leur démarche.

Le 2 juillet, à Berne, le comité pacifiste et internationaliste pour la *neutralité*,¹ récemment créé, a lancé sa campagne en faveur de l'initiative sur la neutralité. Des représentantes et représentants de partis de gauche, d'organisations pacifistes, de syndicats et d'associations de solidarité ont exposé leurs motivations pour voter «oui» à l'initiative et ont souligné que leur soutien s'inscrivait dans une perspective explicitement de gauche, internationaliste et pacifiste.

Les orateurs ont brossé le portrait d'une Suisse qui, selon eux, s'éloigne de plus en plus de sa neutralité traditionnelle. Ils ont notamment critiqué le rapprochement accru avec l'OTAN, l'adoption de sanctions en dehors du cadre des Nations Unies ainsi que la tendance politique à un réarmement accru. Le comité a opposé à cela l'idéal d'une Suisse indépendante, qui se considère comme une médiatrice entre les parties en conflit et fonde son rôle dans le système international sur la diplomatie, le dialogue et le droit international.

Selon le comité, la neutralité n'est pas une idée dépassée, mais un instrument important de la



*Huit organisations de gauche se sont regroupées au sein d'un comité afin de faire aboutir, en septembre, l'initiative sur la neutralité. Elles ont présenté leurs arguments lors d'une conférence de presse.
(Photo <https://kommunisten.ch>)*

politique de paix, surtout en cette période de tensions géopolitiques croissantes. L'initiative vise à empêcher que la Suisse ne soit progressivement intégrée dans des structures d'alliances militaires ou qu'elle ne participe indirectement à des guerres. Parallèlement, elle vise à renforcer le respect du droit international et de l'ONU. Il a été souligné à plusieurs reprises que le comité de soutien de gauche évaluait l'initiative indépendamment des personnes et des partis qui l'ont lancée et se concentrait exclusivement sur son contenu.

Timeo Antognini:

arguments de gauche en faveur de la neutralité

Timeo Antognini, coprésident du *Parti suisse du travail (PST-POP)*, a expliqué que le comité souhaitait s'adresser en particulier aux personnes issues de la gauche de l'échiquier politique. On ne s'intéresse pas à l'origine politique de l'initiative, mais à son contenu. Ce qui est déterminant, c'est qu'elle maintienne la Suisse à l'écart des alliances militaires et rende difficile toute participation directe ou indirecte à des guerres.

Antognini a qualifié une neutralité solidaire et crédible de contribution importante à un ordre mondial plus pacifique. Toutefois, il a précisé que le comité irait au-delà du texte de l'initiative

* Daniel Funk vit alternativement en Suisse et en Grèce. Il a étudié à l'Université de Berne et à l'Université d'East Anglia, à Norwich, au Royaume-Uni. Il a travaillé comme rédacteur financier et spécialiste en communication, notamment pour la Société de Banque Suisse, l'UBS SA, la Banque Vontobel et CLS Communication. Daniel Funk est membre du comité directeur du Mouvement pour la neutralité *bene.swiss*.

soumis au vote sur certains points. Ainsi, on réclame notamment une interdiction totale des exportations d'armes. On s'oppose cependant aux sanctions, à moins qu'elles n'aient été décidées par l'ONU, comme le prévoit l'initiative. La population active, en particulier, fait partie des perdants des conflits internationaux et des confrontations économiques.

Massimiliano Ay:

la neutralité est aussi une cause de gauche

Massimiliano Ay, secrétaire général du *Parti communiste*, a contredit l'idée souvent exprimée selon laquelle l'initiative sur la neutralité serait exclusivement un projet de la droite politique. Selon lui, c'est précisément le refus d'adhérer à l'OTAN qui correspond aux principes classiques de la gauche.

M. Ay a mis en avant trois éléments centraux: la prévention d'une implication dans des alliances militaires, l'interdiction de participer à des guerres et à des missions à l'étranger, ainsi que le rejet des sanctions économiques en dehors du cadre de l'ONU. Il a averti que la Suisse était d'ores et déjà fortement intégrée, sur les plans technique et militaire, dans les structures de l'OTAN. L'initiative pourrait mettre un frein à cette évolution. Face à un ordre mondial en mutation et à un réarmement croissant, la Suisse a besoin d'une position indépendante. Selon lui, un rapprochement supplémentaire avec l'OTAN augmenterait le risque de devenir elle-même la cible de conflits militaires.

Lydia Elmer:

contre la militarisation et le réarmement

Lydia Elmer s'est exprimée au nom de l'association *Linksbündig*.² Elle a justifié son soutien à l'initiative par son refus d'une intégration de la Suisse dans les structures de l'OTAN ainsi que dans celles d'un système de défense européen. Selon elle, le débat public donne de plus en plus l'impression qu'il s'agit de défendre les valeurs occidentales en Ukraine. Elle a rejeté cette interprétation.

Lydia Elmer a par ailleurs critiqué l'évolution de la politique de sécurité en Suisse. Les domaines militaire et civil sont de plus en plus étroitement liés, ce qui entraîne une militarisation progressive de la société. Selon elle, les milliards supplémentaires consacrés à l'armée contrastent fortement avec les questions sociales négligées, telles que la mise en œuvre de l'Initiative

sur les soins. Elle a également porté un regard critique sur les sanctions; selon elle, leur objectif est d'affaiblir économiquement des Etats entiers. Même si elles sont juridiquement admissibles, elles sont pour autant loin d'être légitimes.

Richard Newnham:

vivre la neutralité de manière cohérente

Richard Newnham, de l'association *NO UE – NO NATO*, a qualifié la situation internationale comme de plus en plus dangereuse. L'actuelle course aux armements ne doit pas conduire la Suisse à s'aligner encore davantage sur l'OTAN. Selon lui, une telle évolution ferait du pays lui-même une cible militaire.

La neutralité ne saurait être interprétée en fonction de la situation. Elle doit être appliquée de manière cohérente et non être sacrifiée au profit d'intérêts géopolitiques.

Mithily Masilamany:

la neutralité est synonyme d'indépendance

Mithily Masilamany, du *Mouvement suisse pour la Paix* (MSP),³ a expliqué que la neutralité n'était pas une relique du passé, mais l'expression de l'indépendance de l'Etat. La Suisse adopte toutefois de plus en plus les positions de certains Etats ou alliances, notamment en reprenant les sanctions de l'UE.

Le Mouvement suisse pour la Paix fait clairement la distinction entre les sanctions décidées par le Conseil de sécurité des Nations Unies et les sanctions unilatérales prises par certains Etats ou alliances. Selon lui, ces dernières touchent très souvent les pays du Sud, comme Cuba. Parallèlement, elles ont également des répercussions sur des personnes vivant en Suisse, par exemple les bénéficiaires de l'AVS résidant en Biélorussie ou en Russie. La Suisse devrait donc entretenir des relations avec toutes les régions du monde et renforcer son autonomie politique.

Stefano Araujo: contre l'influence de l'OTAN dans la société et l'éducation

Stefano Araujo, du *syndicat SISA*, a mis en garde contre les conséquences d'une coopération plus étroite avec l'OTAN. Outre le risque d'une intensification de la course aux armements, il voit également une propagation croissante des mentalités militaires dans la politique, les universités et la société.

Il a averti que les jeunes pourraient à l'avenir être entraînés dans des missions à l'étranger ou des guerres qui, selon lui, n'auraient aucun fondement légitime.

**Kaspar Trümpy:
deux conceptions de la neutralité**

Kaspar Trümpy, du *PST-POP Bâle*, a établi une distinction entre une conception national-conservatrice et une conception internationaliste de la neutralité. Alors que la droite politique mise sur une neutralité armée forte, la gauche associe la neutralité au pacifisme, à la solidarité internationale et à une armée aussi réduite que possible.

Ces deux positions ont toutefois pour objectif commun de renforcer l'indépendance de la Suisse vis-à-vis de l'OTAN. En outre, une plus grande autonomie permettrait de réduire la dépendance vis-à-vis des équipements militaires étrangers, notamment ceux provenant des Etats-Unis. Trümpy a admis que le véritable défi consistait à convaincre le courant dominant de gauche des enjeux de l'initiative.

**François Page:
la neutralité, une tradition de politique de paix**

François Page, de l'*Association Suisse-Cuba*, s'est également prononcé en faveur d'une neutralité perpétuelle. Selon lui, la Suisse ne peut jouer un rôle de médiateur de manière crédible que si elle ne s'aligne pas unilatéralement sur des blocs géopolitiques.

**Débat: Prise de distance par rapport à l'OTAN
et à la politique transatlantique**

Au cours du débat qui a suivi, les intervenants ont approfondi leurs critiques à l'égard de l'évolution de la politique de sécurité de la Suisse. L'opinion selon laquelle le Parti socialiste s'était

de plus en plus rapproché, ces dernières années, d'une ligne transatlantique en matière de politique de sécurité a été exprimée à plusieurs reprises. Les guerres de Yougoslavie ont notamment été citées comme un tournant.

Massimiliano Ay a rappelé une nouvelle fois que l'armée suisse était d'ores et déjà étroitement liée, sur le plan technique, aux systèmes de l'OTAN dans de nombreux domaines. Timeo Antognini a expliqué que le comité de gauche souhaitait délibérément organiser des événements autonomes et s'adresser directement aux milieux de gauche. En fin de compte, c'est le contenu de l'initiative qui est déterminant, et non la question de savoir qui l'a lancée à l'origine. Une initiative ne doit pas être rejetée uniquement parce qu'elle provient du «mauvais expéditeur».

Avec la création du comité de soutien pacifiste et internationaliste, l'initiative sur la neutralité bénéficie désormais également du soutien d'une partie de la gauche politique. Les participants y voient la possibilité de considérer la neutralité non pas comme un repli sur soi, mais comme une contribution active à la paix, à la diplomatie et à la compréhension internationale. Ils sont convaincus qu'une Suisse qui n'adhère à aucune alliance militaire et ne soutient aucune guerre économique unilatérale peut perpétuer sa tradition humanitaire de manière plus crédible et jouer le rôle de médiateur indépendant au sein du système international.

Source: <https://bene.swiss/linkes-komitee-wirbt-fuer-neutralitaetsinitiative-die-schweiz-soll-wieder-eine-glaubwuerdige-stimme-fuer-den-frieden-werden/>, 2 juillet 2026

(Traduction «Point de vue Suisse»)

¹ <https://www.comite-gauche-neutralite.ch>

² <https://www.linksbuendig.ch/>

³ <http://www.friedensbewegung.ch/>